



**CONSEIL MUNICIPAL**  
**10 MAI 2023**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**DELIBERATION N° 2023-189**

L'an deux mille vingt-trois, le 10 mai à 17h00, le Conseil Municipal de la Ville de Perpignan, régulièrement convoqué le 3 mai 2023 s'est réuni Salle du Conseil, sous la présidence de Louis ALIOT.

**ETAIENT PRESENTS** : M. Louis ALIOT, M. Charles PONS, Mme Marie BACH, M. André BONET, Mme Marion BRAVO, Mme Marie-Thérèse COSTA-FESENBECK, M. Jean-Yves GATAULT, M. Jacques PALACIN, Mme Laurence PIGNIER, M. Sébastien MENARD, Mme Christelle MARTINEZ, M. François DUSSAUBAT, Mme Danielle PUJOL, Madame Isabelle BERTRAN, M. Frédéric GOURIER, Mme Patricia FOURQUET, M. Xavier BAUDRY, M. David TRANCHECOSTE, M. Edouard GEBHART, M. Jean-Claude PINGET, Mme Michèle RICCI, M. Jean-François MAILLOLS, M. Gérard RAYNAL, Mme Christine ROUZAUD DANIS, Mme Catherine SERRA, Mme Marie-Christine MARCHESI, Mme Florence MOLY, M. Georges PUIG, Mme Charlotte CAILLIEZ, M. Jean-Luc ANTONIAZZI, Monsieur Roger TALLAGRAND, Madame Marie ESTEVES, Mme Chantal BRUZI, M. Philippe CAPSIE, Mme Fatima DAHINE, Mme Christine GAVALDA-MOULENAT, M. Bruno NOUGAYREDE, Mme Laurence MARTIN, M. Bernard REYES, Mme Catherine PUJOL.

**REPRESENTE(S)** : Rémi GENIS, ayant donné pouvoir à Jacques PALACIN, Frédéric GUILLAUMON, ayant donné pouvoir à Louis ALIOT, Soraya LAUGARO, ayant donné pouvoir à Sébastien MENARD, Sandrine SUCH, ayant donné pouvoir à Marion BRAVO, Roger BELKIRI, ayant donné pouvoir à Jean-François MAILLOLS, Véronique DUCASSY, ayant donné pouvoir à Marie BACH, Michèle MARTINEZ, ayant donné pouvoir à André BONET, Anaïs SABATINI, ayant donné pouvoir à François DUSSAUBAT, Pierre-Louis LALIBERTE, ayant donné pouvoir à Xavier BAUDRY, Jean CASAGRAN, ayant donné pouvoir à Jean-Luc ANTONIAZZI, Jean-Marc PUJOL, ayant donné pouvoir à Laurence MARTIN, Pierre PARRAT, ayant donné pouvoir à Chantal BRUZI, Chantal GOMBERT, ayant donné pouvoir à Bruno NOUGAYREDE, Joëlle ANGLADE, ayant donné pouvoir à Fatima DAHINE, Yves GUIZARD, ayant donné pouvoir à Christine GAVALDA-MOULENAT

**SECRETAIRE DE SEANCE** : M. Sébastien MENARD

= = = = =  
**Autorisation d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile au nom de la commune.**

M. Louis ALIOT expose :

Mes chers collègues,

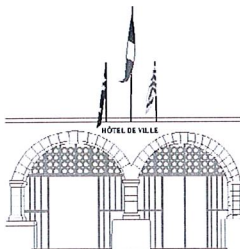
Vu la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881, notamment ses articles 29, 30 et 48 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code de procédure pénale ;

Considérant que dans un article publié le 8 mai 2023 et intitulé « *Contrôle au faciès, interpellations violentes, menaces : à Perpignan, la sale besogne de la « milice municipale » de Louis Aliot* », le média web Blast formule une violente critique du service de la police municipale et de ses agents ;

Considérant que le titre comme le corps de cet article qualifie la police municipale de « Milice » ;



Considérant que le terme de milice est clairement outrageant, étant donné qu'il fait référence à la police politique et paramilitaire instituée dans les régimes totalitaires et non-démocratiques ;

Considérant que dans l'histoire de France, la Milice Française était un corps violent créé par le Gouvernement de Vichy et inféodé à la Gestapo nazie ;

Considérant que ce corps factieux s'est rendu coupable de nombreux crimes et exactions condamnés à la Libération ;

Considérant qu'assimiler notre Police municipale et ses agents à une « milice » est clairement outrageant et méprisant ;

Considérant, par conséquent, que ces propos sont de nature à tomber sous le coup du délit d'injure ;

Considérant que ce même article accuse également la police municipale d'avoir exercé des pressions, ainsi qu'un chantage aux représailles, et cela dans le but d'obtenir des aveux et renseignements de la part d'une personne interpellée en possession de produits stupéfiants :

*« Sur une autre de ces séquences que nous produisons, la scène est filmée derrière un volet, depuis un balcon à l'étage, dans un quartier de la ville. Elle dure 45 secondes. Un agent de la police municipale cherche à savoir où un jeune homme, qui vient d'être interpellé, a dissimulé de la drogue. On a du mal à en croire nos oreilles.*

*Dans un ruisseau avec une balle dans la tête*

*Devant le mutisme du gamin, le policier de la PM lui met un marché en mains : « Le grand chef on le connaît, on va dire que tu es une balance et demain on te retrouve dans un ruisseau avec une balle dans la tête... »*

*Le même surenchérit : « Le boss, quand on va lui dire que tu es une balance, il va te mettre une balle là et une balle là. Tu préfères l'avoir là ou là ? »*

Considérant que la vidéo à laquelle fait référence l'extrait de l'article montre en réalité des fonctionnaires de Police Nationale, et non pas des agents de la Police Municipale ;

Considérant que cette présentation des choses est de nature à tomber sous le coup du délit de diffamation ;

Considérant que dans ce même article, l'auteur accuse aussi les services de la Police Municipale de pratiquer le « contrôle au faciès » ;

Considérant que l'article impute ainsi à nos agents de police de commettre des actes de discriminations raciales, ethniques ou religieuses ;

Considérant que ce type de propos est également de nature à tomber sous le coup du délit de diffamation ;

Considérant que dans une capsule vidéo publiée par le média web sous le titre « Violences, Menaces etc : révélations sur la « milice municipale » de Louis Aliot », le média Blast publie une version vidéo de l'article précédemment évoqué ;

Considérant que la critique de la Police Municipale revêt ici la forme d'un récit prononcé par une personne présentée comme étant Monsieur Olivier-Jourdan Roulot,

et qui contient les mêmes accusations que celles exprimées dans la version écrite ;

Considérant que la Police Municipale est accusée dans cette vidéo de pratiquer des « menaces », ce qui constitue une imputation de nature à tomber sous le coup du délit de diffamation ;

Considérant, là encore, que la Police Municipale est accusée de viser systématiquement les commerces tenus « par des personnes d'origines magrébines », ce qui constitue l'imputation de fait de discrimination de nature à tomber sous le coup du délit de diffamation ;

Considérant, aussi, que la Police Municipale et ses agents sont qualifiés à plusieurs reprises de « milice » dans cette vidéo, ce qui est de nature à tomber sous le coup du délit d'injure.

Considérant la gravité de propos sus-évoqués et l'intérêt de la commune à engager une action pour obtenir leur sanction ;

Le conseil municipal décide :

1. D'autoriser le dépôt de plainte avec constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction près le Tribunal Judiciaire de Perpignan contre le directeur de la publication de l'article publié le 8 mai 2023 sur le média Blast et intitulés « Contrôle au faciès, interpellations violentes, menaces : à Perpignan, la sale besogne de la « milice municipale » de Louis Aliot », et « Violences, Menaces etc : révélations sur la « milice municipale » de Louis Aliot » sur la base des propos tenus ci-dessus rappelés qualifiés d'injures en application des articles 29 alinéa 2 et 33 alinéa 1 de la loi du 29 juillet 1881 et sur la base des propos tenus ci-dessus rappelés qualifiés de diffamation publique en application des articles 23, 29 al 1 et 30 de la loi du 29 juillet 1881
2. D'autorisation Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes utiles à cette action en justice ;

Où cet exposé,

Le Conseil Municipal adopte :

42 POUR

13 ABSTENTION(S) : M. Jean-Marc PUJOL, M. Pierre PARRAT, Mme Chantal GOMBERT, Mme Joëlle ANGLADE, Mme Chantal BRUZI, M. Philippe CAPSIE, Mme Fatima DAHINE, M. Yves GUIZARD, Mme Christine GAVALDA-MOULENAT, M. Bruno NOUGAYREDE, Mme Laurence MARTIN, M. Bernard REYES, Mme Catherine PUJOL.

=====

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre tous les membres présents.

"Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations"

ID Télétransmission : 066-216601369-20230510-173881-DE-1-1

Accusé reçu le : **22 MAI 2023**

Affiché le : **22 MAI 2023**

M. Louis ALIOT, Le Maire



